



Mathias CHAUCHAT

Professeur à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

PR classe exceptionnelle en position d'activité - section CNU 2 (droit public)

Professeur des universités, agrégé de droit public, depuis le 01/10/1990 ; né en 1956.

English version

University Professor, Holder of the “Aggregation” of Public Law, since 1990, age: 58

Member of the Boards of Directors of the University of New Caledonia

President of the Disciplinary Committee of the University of New Caledonia

Graduate of the Institute of Political Studies of Paris (1981)

Ph.D (1987 - Public Law/European Community legislation) ; thesis: “The European Parliament’s political control over European Community executives” LGDJ, Library of international law - volume 98 – 1989

Provisional Administrator of the University Centre of New Caledonia from March 18, 1994 to December 9, 1994, then Director of the University Centre of New Caledonia from December 9, 1994 for one three year mandate per decree of the Minister of Higher Education and Research. After completion of the mandate, appointed again on January 19, 1998, as provisional administrator of the University Centre of New Caledonia per decree of the Minister for National Education, pending the new institutions related to the partition of the French University of the Pacific into two distinct establishments by Law n° 98-145 dated March 6, 1998 (Universities of French Polynesia and New Caledonia). This mandate was completed in April 1998. Director of the Department of Law, Economy and Management of the University of New Caledonia from December 2002 to December 2004

Director of the research team n° 3329 “Economic and Legal studies Laboratory” (LARJE) at the University of New Caledonia (<http://larje.univ-nc.nc>), from 1995 to 2014

Appointed Representative of High Commissionership for refugees (UNHCR) in New Caledonia and assessor judge at the Commission for the recourse of refugees in New Caledonia from 1999 until July 2004

Barrister at the bar of Noumea, from July 2001 to July 2004

Senior advisor to the governing President of New Caledonia from July 2004 to May 2005 (in office plurality with university employment)

Senior advisor to the President of the Congress of New Caledonia from April 2012 to July 2012 and again from September 2013 to August 2014 (in office plurality with university employment)

Selected expert to the Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and People (since 2014)

Advisor to the Minister of Education and Training of the Government of the Republic of Vanuatu for the Post School Education and Training Bill (since 2017)

Version française

Professeur de droit public à l'Université de la Nouvelle-Calédonie

Membre élu du conseil d'administration et du conseil académique de l'Université de la Nouvelle-Calédonie

Président de la commission des affaires juridiques et générales, commune au conseil d'administration et au conseil académique

Président de la commission électorale consultative

Président de la section disciplinaire du conseil d'administration (enseignants et usagers)

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris (1981)

Docteur d'Etat (1987 - droit public/droit communautaire européen) ; thèse : « *Le contrôle politique du Parlement européen sur les exécutifs communautaires* » LGDJ, Bibliothèque de droit international - tome 98 – 1989

I - ACTIVITES ADMINISTRATIVES :

Administrateur provisoire du Centre Universitaire de Nouvelle-Calédonie du 18 mars 1994 au 9 décembre 1994, puis directeur du Centre Universitaire de Nouvelle-Calédonie à compter du 9 décembre 1994 pour un mandat de trois ans par arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Après achèvement du mandat, nommé à nouveau le 19 janvier 1998, administrateur provisoire du Centre Universitaire de Nouvelle-Calédonie par arrêté du Ministre de l'Education Nationale en l'attente des institutions nouvelles liées à la partition de l'Université Française du Pacifique en deux établissements distincts par la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 (Universités de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie). Ce mandat s'est achevé en avril 1998

Directeur du département droit, économie et gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie de décembre 2002 à décembre 2004 (mandat de 2 ans)

Nommé Représentant du Haut-commissariat aux réfugiés (UNHCR) en Nouvelle-Calédonie et juge assesseur à la commission des recours des réfugiés en Nouvelle-Calédonie de 1999 jusque juillet 2004

Avocat au barreau de Nouméa de juillet 2001 à juillet 2004

Directeur de cabinet de la présidence du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de juillet 2004 à juin 2005

Placé en position de congé de recherches (CRCT) au second semestre 2008 (du 2 juillet 2008 au 31 janvier 2009) en qualité de *Visiting Professor* au *Centre for International, Public and Comparative Law (CIPCL), TC Beirne School of Law, University of Queensland, St. Lucia campus, 4072 Brisbane, Queensland Australia* (www.law.uq.edu.au)

Position d'activité à l'Université de la Nouvelle-Calédonie à nouveau depuis le 31 janvier 2009

Chargé de mission auprès du président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, d'avril 2012 à juillet 2012, en cumul d'emploi universitaire, chargé de l'élaboration et du suivi des accords économiques et sociaux, ainsi que de la réforme fiscale, puis du 1^{er} septembre 2013 au 31 août 2014, chargé de la préparation technique

des Comités des Signataires, du suivi des comités de pilotage institutionnels et de l'élaboration des propositions relatives à la réforme globale de la fiscalité

Expert auprès du Comité Spécial de décolonisation de l'Organisation des Nations unies depuis 2014

Chargé de mission de l'Université de la Nouvelle-Calédonie auprès du Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Francophonie de Vanuatu, en charge de la préparation de la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche depuis 2017

II - ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Cours de droit administratif général au semestre 3 (36 HCM)

Cours d'institutions européennes au semestre 3 (36 HCM)

Cours de droit administratif général au semestre 4 (36 HCM)

Cours d'institutions de la Nouvelle-Calédonie au semestre 4 (36 HCM)

Cours de droit administratif des biens au semestre 5 (36 HCM)

III - ACTIVITES DE RECHERCHES

Les publications sont chaque fois que possible (sauf refus de l'éditeur) disponibles en ligne sur le site Internet du Laboratoire LARJE à l'adresse : <https://larje.univ.nc>

Membre de l'équipe d'accueil et de recherches n° 3329 « *Laboratoire d'Etudes Juridique et Economique* » (LARJE) de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, directeur de l'équipe de 1995 à 2014,

Conférences & Colloques

La transition constitutionnelle en Nouvelle-Calédonie, référendums et irréversibilité, L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, Colloque du LARJE – 17 et 18 novembre 2017 ; ouvrage publié aux Presses de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (PUNC) – 2018

L'indépendance des universités – La question du transfert au titre de l'article 27, Journée de recherches du 18 novembre 2016 sous la direction de Mathias Chauchat ; ouvrage publié aux Presses de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (PUNC) - février 2017

Mining strategy for New Caledonia or natural resource curse?, University of Canterbury, Macmillan Brown centre for Pacific Studies, New Zealand, 25-26 November 2015 Symposium on Pacific regional security: Re-thinking regional security: Research and policy nexus

Regional integration of New Caledonia or regional recognition of the French presence in Oceania?, Pacific Islands Political Studies Association (PIPSA) Political Change in Oceania: Local, National and Regional Challenges 12-15 July 2015 Alofi, Niue

The Achievement or the way out of the Noumea Agreement, in Pacific Islands Political Science Association (PIPSA) 2014 Conference, Political, Economic and Legal Governance in Pacific States and Territories, 3-5 June 2014 at the University of French Polynesia, Tahiti

Articles récents

Une question sèche et clivante, AJDA 15/2018 du 23 avril 2018, p. 817

New Caledonia, Melanesia in Review: Issues and Events, 2017, The Contemporary Pacific, Volume 30, Number 2, 461–547 2018 by University of Hawai'i Press

La Calédonie et sa réponse à la crise, Revue Mouvements n° 91 *Kanaky – Nouvelle-Calédonie : situations décoloniales*, automne 2017, p. 46

Les révisions de la loi organique, 27 février 2018 billet, Jus Politicum - JP Blog
<http://blog.juspoliticum.com/2018/02/27/les-modifications-recentes-de-la-loi-organique-sur-le-corps-electoral-en-nouvelle-caledonie-par-mathias-chauchat/>

The dropping of the tax reform bill in New Caledonia, Journal of Pacific Studies, Vol 35, 01/2015, p. 151

La fraude à la sincérité du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, Jus Politicum, n° 13 – décembre 2014 -
<http://www.juspoliticum.com/-La-revue-.html>

Ouvrages :

Les institutions en Nouvelle-Calédonie, août 2011, CDPNC, Nouméa ; cet ouvrage peut être obtenu aux adresses suivantes : <https://www.reseau-canope.fr/notice/les-institutions-en-nouvelle-caledonie.html> ou librairie@cdp.nc



« *Vers un développement citoyen - Perspectives d'émancipation pour la Nouvelle-Calédonie* », Collection Libres cours, Presses universitaires de Grenoble, 2006. Cet ouvrage est téléchargeable librement sur le site <https://larje.unc.nc>